



Pumpnickel

L'ennui...

DANS "les amis trop d'accord", Antoine Houdar de la Motte met en scène quatre amis qui en viennent à regretter les querelles et les luttes qui sont le gage de notre diversité. Ils ne s'en aperçoivent que le jour où l'un d'eux suggère d'aller prier les dieux pour avoir même goût et mêmes yeux. Exaucés sur le champ, ils raisonnent l'un comme l'autre, chassent les disputes mais doivent constater qu'il n'y a plus d'entretien qui les amuse. Ils cherchent alors des contradicteurs, sacrifiant leur amitié première. "Donnez le même esprit aux hommes, vous ôtez tout le sel de la société ! L'ennui nâquit un jour de l'uniformité."

C'est ce qui suinte de cette mi-mandat, jalonnée de reprises en main et de caporalisme. Il faudrait renoncer aux disputations dont les plus anciennes se déroulaient de façon libre et courtoise au nom du soutien aveugle à des décisions incompréhensibles, mal présentées et imposées. Et quand nous avons le front de ne pas accepter, de contester, d'argumenter, on réactive la pompe à vide, celle dont les précédents se sont amplement servi.

Refusons simplement d'entrer dans un jeu qui n'est pas le nôtre, et soyons comme nous sommes !

Pumpnickel

L'escamoteur, la vilotièrre et la p'tit' mitronne

CETTE FOIS, c'est la totale ! Tout s'en va à la guenille, en morceaux, on est en pleine débâcle, l'ensemble est fissuré, le navire prend l'eau de partout, c'est le sauve-qui-peut général !

Pourtant, tout avait bien commencé avec cette effervescence autour de la clinique de la Muette [les humoristes ont cru y voir une allusion aux talents de "chanteuse" de ma vilotièrre, mais il en faut plus pour m'émouvoir] et l'arrivée au monde de la petite Giulia. Bienvenue à bord du Titanic, et comme marraine, j'envisage Angela, celle qui nous apprend les vertus de la discipline budgétaire et du travail bien fait. On est inséparables, tous les deux, et elle s'est mise au tempo que je lui ai imposé : au choix, et chaque semaine, sauver le monde, le capitalisme, l'Europe ou les monnaies. Vous avez remarqué, c'est le meilleur plan pour faire avaler les restrictions qui précèdent les tickets. Tout le monde pense que travailler jusqu'à soixante-dix ans est inéluctable. C'est mon nouvel ami, Monsieur Jin Liqun, président du fonds souverain chinois CIC, qui me l'a murmuré à l'oreille : "Je pense que les lois sociales de ces sociétés en fin de course vivant d'acquis sociaux sont obsolètes. Elles conduisent à la paresse, à l'indolence, plutôt qu'à travailler dur. Le système d'incitation est complètement détraqué. Pourquoi les habitants de certains pays de l'eurozone devraient-ils travailler jusqu'à 65 ans ou plus alors que dans d'autres pays, ils prennent aisément leur retraite à 55 ans et se prélassent sur la plage ?" [interview du 06/11/11]. Pas étonnant qu'il compte au nombre des thuriféraires de l'euro, tout comme ces types de droite de la droite qui ont pris le pouvoir en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, etc.

Je suis assez fier du champ de ruine que je laisse à mes adversaires, ayant réussi à masquer tous mes échecs grâce, tout de même à une presse que je n'ai même plus besoin de museler. Rappelez-vous Gandrange : le 4 février 2008, je vais sur le site pour rassurer tout le monde, le 31 mars 2009, l'aciérie est fermée, le lendemain, Monsieur L. Chatel martèle qu'il n'y aura pas de licenciement, le 8 octobre 2009, j'y retourne en coup de vent pour ne rien dire, tout le monde est cocu, et on tourne la page. Et ça fait plus de quatre ans que je me la joue comme ça, en toute impunité. Elle est pas belle, la vie ?

sommaire

l'ennui	p.1
l'escamoteur	p.1
Pfiffikus	p.2
actualité wissembourgeoise	p.3 à 5
presse libre en danger	p.6 & 7
actualité régionale	p.8
étienne schmitt	p.8
lectures	p.9
vélo	p.10
"sport" ?	p.10
le saviez-vous ?	p.10

Les articles publiés dans Pumpnickel peuvent être reproduits librement sous réserve de mention de provenance.

Rendez-vous en page 8 pour un nouveau point, qui ne sera pas final, sur la situation d'un ami de Pumpnickel, **Étienne Schmitt**, qui continue son combat pour la reconnaissance de sa dignité. Même si les recours légaux sont quasiment épuisés, il reste la morale, et l'amitié. **DIGNITÉ** n.f. : Sentiment de la valeur intrinsèque et inaliénable d'une personne qui lui vaut considération et le respect d'autrui.

INVITATION ...

... aux neuvièmes rencontres de **Pumpnickel**, qui fêtera son dix-septième anniversaire le dimanche 9 septembre 2012.

1 rue Saint-Jean à Wissembourg, à partir de 14h30.

Il y aura des amis, du soleil, de la musique, des rencontres et des tartes flambées. Chacun sait que l'on n'est pas sérieux quand on a 17 ans ; n'oubliez pas votre poème préféré, dans votre langue préférée, que vous pourrez dire, lire, chanter, écrire, mettre en scène, jouer, peindre, coudre, au gré de vos humeurs.

Pumpnickel

dir. de publication : Antoine Michon
irrégulomadaire
dépôt légal : à parution
n° ISSN : 1271-6332
1 rue Saint-Jean
67160 Wissembourg
abonnement :
5 numéros : 3 euros
soutien : 6 euros
pumpnickel@live.fr
pumpnickel.fr
reprographié à
500 exemplaires par
"medialogik"
Husarenlager 6a
D - 76187
Karlsruhe
tél. : (0049) 721 53 12 992
fax : (0049) 721 53 12 993
medialogik.tv

La chronique régionale de Pfiffikus

IL Y A QUELQUES MOIS, au cours d'un voyage à l'étranger, j'ai découvert un paquet de lettres oubliées dans une chambre d'hôtel.
Les voici :

Le premier courrier date du 17 novembre 2009.

« Mon très cher frère,
Les opinions politiques sont comme la forme du nez ou la longueur des orteils : une fois qu'elles sont développées, il est aussi pénible d'en changer que de raccourcir ses orteils à coups de ciseaux. Tu le sais, je n'ai jamais pu me résoudre à me prosterner devant notre président bien-aimé, quand bien même il aurait sauvé la terre d'une invasion martienne. Et quand je pouvais le critiquer en public, je le faisais sans retenue, au risque de passer pour un ennemi de la société. Me voilà donc, sans surprise, en prison, pour avoir manifesté ma mauvaise humeur. Je serai jugé dans un an ou deux peut-être, par un ami de notre président bien-aimé.
Tu sais comment va la justice dans ce pays !
Donne de tes nouvelles, à bientôt. »

Le deuxième courrier, daté du 10 janvier suivant, est déchiré par endroits, mais on peut encore lire ce passage :

« ... et c'est alors que j'ai découvert, par hasard, un prospectus qui traînait dans la cellule, près du trou d'évacuation. Je n'avais rien lu depuis des semaines, je m'en suis emparé, j'ai lu d'une traite. Miracle, ô mon frère ! J'ai du mal à dire le ravissement, l'extase, les rêves délicieux par lesquels je suis passé en lisant cette brochure. Sais-tu qu'il y a une ville, très loin d'ici, qui est la « capitale des droits de l'homme » et la « capitale de Noël » ? Le sais-tu, ô mon frère ? Il y aurait là-bas un « marché des merveilles » si merveilleux que la cité mériterait « mille fois, cent mille fois, le nom de ville-lumière » (je cite cette brochure étonnante). C'est là-bas, et nulle part ailleurs, que règneraient « le sens du partage », de la fraternité, de la solidarité, de la générosité ! La « magie de Noël » ! Pour ce qui est des « droits de l'homme », je ne sais pas trop de quoi il s'agit, mais je pense que ça doit être quelque chose d'important, puisqu'ils ont une capitale... »

Et, le 9 décembre de la même année :

« Mon très cher frère, je me suis évadé, je suis sur la route de la ville des merveilles. J'y serai pour Noël. Ils m'accor-

deront très vite l'asile et tu pourras ensuite me rejoindre. Donne de tes nouvelles, à bientôt. »

Le 14 décembre :

« Mon très cher frère, je suis entré dans la ville des merveilles, j'ai vu le marché des merveilles, et je suis émerveillé par les manières de ces gens qui annoncent, pour ainsi dire, le beau temps alors qu'il pleut des halberdards. J'imaginai des distributions de jouets, des tournées gratuites, des embrassades perpétuelles, des habitants accueillants, chez lesquels on pourrait s'asseoir, boire, manger, ronfler ; je croyais trouver une ville en fête, des cris, des rires, et je n'ai vu qu'un monstrueux souk, des rangées de tiroir-caisses, des boutiques de luxe en série, des cabanons remplis de marchandises jusqu'au plafond, et des crucifix qui servent de logo commercial, comme si le prophète était mort sur sa croix pour faire tourner l'économie. A tous les coins de rue, il y a des caméras, des policiers ou des maîtres-chiens ; des en-

fants mendient dans le « carré d'or » du marché des merveilles, et il y a des clochards qui meurent de faim dans la rue, coiffés de bonnets de père Noël, dans une odeur de vin chaud et de beignet qui imprègne toute la ville.

J'ai tendu la main, et la foule qui passait à toute vitesse m'a quasiment piétiné. J'ai demandé du pain à une boulangère qui avait l'air affable, et j'ai reçu dix coups de balai quand elle a compris que je n'avais pas d'argent. J'ai cherché un lit pour la nuit, et je n'ai trouvé qu'un pas de porte. On m'a dit que nous sommes plusieurs centaines à dormir dehors, les nuits d'hiver, comme des orteils sortant d'une chaussure trouée. Il faut croire que le maire n'est pas souvent là, ou qu'il a l'esprit ailleurs quand il est là, à moins qu'étant ailleurs, il ait l'esprit ici, ou autre part encore ? En tout cas, il ne lésine pas pour acheter des centaines de sapins et des dizaines de milliers d'ampoules pour éclairer les rues, mais dès qu'il s'agit d'aider les pauvres à dormir au chaud, les coffre-forts sont vides comme par enchantement, les portes se ferment et on nous dit d'aller nous plaindre ailleurs. Ne viens surtout pas, mon frère, mais donne de tes nouvelles, etc. »

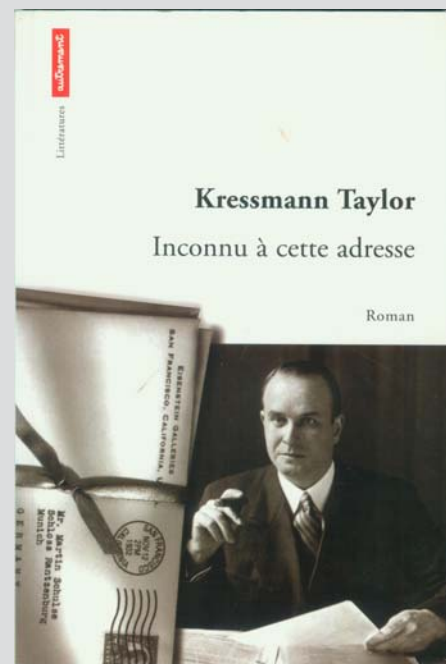
Le dernier courrier, inachevé, date du 23 décembre :

« Mon très cher frère, j'ai fini par comprendre ce que signifient les « droits de l'homme ». C'est le droit de faire la queue, devant un tribunal spécial de la ville des merveilles,

pour déposer une plainte qui ne sera jamais examinée à moins d'avoir beaucoup de chance. Et c'est le droit, si ta plainte est acceptée, et si tu n'as pas été capturé par la police pour défaut de carte de séjour, d'attendre encore des années pour que l'affaire soit jugée. Et au bout de toutes ces années, c'est le droit de faire condamner ceux qui t'ont infligé des « traitements inhumains ». On te remet alors un bout de papier imprimé, tamponné par la cour de justice, sur lequel il est écrit que tu as gagné le droit de faire valoir tes droits dans ton pays. Ce n'est pas un papier qui sert à grand chose, mais enfin, tu pourras toujours y emballer un ou deux morceaux de pain...

Hier, j'ai été placé dans un camp entouré de barbelés, au beau milieu d'une forêt. Il y a des hommes de tous les pays, et même des enfants. Le croiras-tu ? Il y a même un sapin. C'est la magie de Noël... »

Pour qui aime la correspondance, et l'évolution des sentiments qu'elle peut manifester, voire trahir, ne pas manquer cette nouvelle parfaite de **Kressmann Taylor**. En une soixantaine de pages, elle donne une idée des dégâts que peut causer « un mouvement politique qui ne fait rien d'autre qu'exploiter du ressentiment » et qui « stimule la colère sans vraiment s'intéresser aux éventuelles solutions à trouver [...] parce qu'il a besoin des abus pour pouvoir continuer d'injurier et de haïr [...] ». Il fait de sorte que le ressentiment social se dirige contre un bouc émissaire, qui sera accusé de tous les maux. » comme l'écrivait, en 1937, **Menno ter Braak**, fondateur du comité néerlandais de vigilance contre le nazisme. Aller chercher les enfants dans les écoles pour les expédier dans des centres de rétention, ça s'appelle comment ?



Actualité wissembourgeoise – 1

La ville est calme. Au-delà de l'ennui que ne manque pas de générer l'absence de tout débat, y compris sur les plus grands enjeux,

peut-on s'interroger sur l'état dans lequel on nous a mis, pour quelles raisons, et avec quel objectif ?

CE QUI CARACTÉRISE actuellement notre vie municipale, c'est l'ennui. Les Wissembourgeois s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde, la guerre en Afghanistan les émeut peut-être, mais elle ne les touche pas vraiment. Ils ne sont même pas invités à quelque manifestation de solidarité avec ce malheureux peuple, heureusement d'ailleurs, car, à l'exception de quelques engagés d'un côté ou de l'autre, il est probable qu'ils se réfugieraient dans l'abstention. Le printemps des peuples arabes a provoqué une petite fièvre au début de l'année, mais on peut maintenant estimer que l'accès est terminé.

La monnaie quotidienne de l'information qui fait le compte de toutes les prises d'otages, de l'effervescence aux antipodes, des tensions entre l'Inde et le Pakistan, des catastrophes plus ou moins naturelles, un temps à la mode, n'est guère un sujet de conversation au stammtisch local. Il n'y a même plus de crise des partis communistes pour cause de disparition du sujet.

Désintéret

De toute façon, ce sont leurs affaires, pas les nôtres. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la presse.com nous répète chaque jour que la ville est mieux gouvernée que jamais et qu'elle a acquis une stature au moins régionale.

La jeunesse s'ennuie. Quand l'indignation est à l'ordre du jour en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, quand les peuples ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un

sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité, les Wissembourgeois se préoccupent de savoir quand les échafaudages vont disparaître de la façade de la mairie, conception malgré tout limitée d'une vision universaliste du monde.

Quant aux jeunes ouvriers, ils cherchent du travail et n'en trouvent pas. Les empoignades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent à tous ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait inutiles, presque toujours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de quelque vedette, les turpitudes conjugales de tel autre, l'encombrement des autoroutes, ou euromillion, qui continue d'avoir priorité sur toutes les antennes de France.

Ennui général

Le maire s'ennuie. Il s'était bien juré de gouverner autrement, « ensemble autrement » avait-il même pris comme slogan électoral. Il continue d'aller de réunion en séminaire, quand il est invité. Que faire d'autre ? Il s'efforce parfois, sans grand succès, de dramatiser la vie quotidienne en s'exagérant à haute voix, lors des conseils municipaux, les dangers extérieurs et les périls intérieurs. A voix basse, il soupire de découragement devant la « vachardise » de ses administrés, qui, pourtant, s'en sont remis à lui, déjouant tous les pronostics de ceux qui pensaient le conservatisme, le conformisme et le traditionalisme inscrits pour les siècles des siècles.

Des centaines de Wissembourgeois ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits artisans et commerçants écrasés par le progrès, victimes de la concurrence biaisée ou encore vieillards plus ou moins abandonnés de tous. Ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le temps de s'ennuyer, ni d'ailleurs le cœur à manifester et à s'agiter. Et ils ennuient tout le monde. La presse.com, qui est faite pour distraire, ne parle pas d'eux. Aussi le calme règne-t-il.

Le prix du bonheur ?

La réplique, bien sûr, est facile : c'est peut-être cela qu'on appelle, pour un peuple, le bonheur. Devrait-on regretter les guerres, les crises, les grèves ? Seuls ceux qui ne rêvent que plaies et bosses, bouleversements et désordres, se plaignent de la paix, de la stabilité, du calme social.

L'argument est fort. Aux pires moments des drames, au temps où la classe ouvrière devait arracher la moindre concession par la menace et la force, il n'y avait pas lieu d'être particulièrement fier. Mais n'y a-t-il vraiment pas d'autre choix qu'entre l'apathie et l'incohérence, entre l'immobilité et la tempête ? Et puis, de toute fa-

çon, les bons sentiments ne dissipent pas l'ennui, ils contribueraient plutôt à l'accroître.

Cet état de mélancolie devrait normalement servir l'opposition. Les Wissembourgeois ont su montrer qu'ils aimaient le changement pour le changement, quoi qu'il puisse leur en coûter. Un autre pouvoir serait-il plus gai que l'actuelle municipalité ? La tentation sera sans doute de plus en plus grande, au fil des mois, d'essayer, simplement pour voir ou pour revoir, comme au poker. L'agitation passée, on risque de retrouver la même atmosphère pesante, stérilisante aussi.

Que vive l'enthousiasme !

On ne fait rien sans enthousiasme. Le vrai but de la politique n'est pas d'administrer le moins mal possible le bien commun, de réaliser quelques progrès ou au moins de ne pas les empêcher, d'exprimer en lois et décrets l'évolution inévitable. Même à un niveau modeste, il est de faire germer les idées, d'ouvrir des horizons, de susciter des élans, même s'il doit y avoir un peu de bousculade, des réactions imprudentes.

Dans une Wissembourg réduite à ses anciennes fortifications, qui n'est pas vraiment malheureuse ni vraiment prospère, en paix avec tout le monde, sans grande prise sur les événements régionaux, l'ardeur et l'imagination sont aussi nécessaires que le bien-être et l'expansion. Ce n'est certes pas facile. L'impératif vaut pour tous. S'il n'est pas satisfait, l'anesthésie risque de provoquer la consommation. Et à la limite, cela s'est vu, une ville peut aussi périr d'ennui.

**d'après Pierre Viançon-Ponté,
Le Monde du 15 mars 1968.**

concurrence libre et non-fauscée



Seuls les situationnists strasbourgeois avaient vu venir l'explosion de Mai 68 en France. Les autres en ont donné, après coup, une explication. Révolution politique, psychodrame social, pulsion libératrice et ludique, renouvellement culturel : Mai 68 est un peu tout cela et garde une part de mystère, ou du moins d'irrational.

Deux signes apparaissent rétrospectivement comme annonceurs :

■ la rentrée cinématographique de 1967 propose un film de Jean-Luc Godard, *La Chinoise*, portrait d'une étudiante révolutionnaire maoïste ;

■ dans *Le Monde* du 15 mars 1968, l'éditorialiste Pierre Viançon-Ponté constate que « la France s'ennuie ».

Faute de mieux, retenons ces deux pistes : d'un côté, la description d'un morne paysage, de l'autre, la quête d'un changement radical s'affirmant dans la jeunesse.

Malgré les apparences, il se passe tout de même quelque chose dans les bureaux de la mairie délocalisée dans l'ancien bâtiment du

lycée Stanislas. Les projets, surtout ceux qui nourrissent les polémiques continuent leur chemin. Tour d'horizon.

EN PREMIER LIEU, il y a cet exercice solitaire du pouvoir qui tranche singulièrement avec ce qui était attendu il y a un peu plus de trois ans. Cela s'est accentué au fur et à mesure que les conséquences des décisions imposées en début de mandat ont commencé à dévoiler leurs effets. Qu'il s'agisse de la nomination d'un directeur de cabinet et de la décision de le loger pour une somme plus que modique dans un appartement sis quai Anselmann ou bien de lancer refontes ici [relais culturel dont la municipalisation n'est pas choquante en soi, à l'inverse de la méthode utilisée pour y arriver] et déménagements là [services techniques mis aux marches de la commune dite associée, contraignant le personnel à d'incessants allers-retours], dans un ensemble cacophonique où le maître mot est " *changeons, changeons, il en restera bien quelque chose !* ", cette volonté de brasser de l'air finit par incommoder.

Thrombose municipale

Car, finalement, où en est-on ? Tout est bloqué ou presque :

- Le directeur de cabinet, dont le rôle reste énigmatique mais peut être mesuré au nombre des contrariétés imposées aux associations en particulier, semble avoir eu comme consigne de se faire oublier [c'est pourquoi il est mis à l'honneur] ;

- les associations doivent en passer par des démarches invraisemblables pour obtenir leur dû [il n'est plus question que de dossiers, d'assurances, de responsabilités, de risques, de décrets, de procès-verbaux, comme si la multiplication des références réglementaires était au centre de l'engagement généralement bénévole], et les subventions, même votées en conseil municipal, peuvent être remises en question pour des motifs dont la futilité ne laisse pas d'impressionner ;

- les réunions de quartier sont la copie conforme des cérémonies rituelles que nous connaissons, avec un " orateur " et un peuple réduit à poser des questions ;

- chaque procédure un tant soit peu participative est menée verticalement, avec d'un côté ceux qui ont déjà pris la décision et de l'autre ceux qui n'ont qu'à s'en satisfaire, en ayant le cas échéant le droit de suggérer des retouches accessoires ;

- Les décisions, même entérinées par une consultation des intéressés, sont remises en question pour être imposées, le dénigrement des opposants faisant partie de la démarche.

- Sous prétexte de succès à l'examen du suffrage universel, les élus extrapolent une légitimité sans commune mesure avec le mandat qui leur a été confié ;

- quant aux réunions du conseil municipal, elles sont au choix un théâtre de joutes verbales assez dérisoires ou bien un lieu où dégoulinent l'ennui et le formalisme.

Chenille ou papillon ?

Objectivement, c'est très éloigné de ce que nous imaginions, nous les 1 399 qui avons assuré le succès de la municipalité. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que maire, adjoints et thuriféraires ne semblent pas prendre la mesure de la situation, comme si une cloison étanche s'était construite entre eux et nous et qu'ils avaient cessé, au lendemain même de leur élection, de nous ressembler. Même s'il est probable que le papillon n'ait pas la conscience de la chenille qu'il a été, est-il acceptable de penser que ceux qui nous sont proches [l'auraient-ils oublié ?] n'auraient pas plus de réflexion qu'un papillon ?

Ne perdons pas de vue que pendant que les erreurs et les fautes s'accumulent, ceux d'en face, qu'il était de bon ton de moquer, en dépit des mises en garde, se refont une belle santé et arpentent le macadam sans avoir besoin de grand-chose pour convaincre le chaland. Leur retour sera une véritable catastrophe, car on les sait animés d'un sentiment de revanche face à ce qu'ils considèrent comme une usurpation. La droite, surtout quand elle est extrême-dure, considère le pouvoir comme sa propriété. La dernière saillie du ministre de l'Économie qui n'hésite pas à affirmer que son succès aux élections en 1997 a permis à la gauche de prendre le pouvoir par effraction n'est-elle pas l'illustration de l'état d'esprit de ces gens ?

Les jours heureux !

Face à cela, et à ceux-là, la voie est ouverte à une autre façon de gouverner. D'abord, en définissant un projet général [une commune dont la consommation énergétique serait divisée par deux en une mandature], puis en clarifiant la méthode [agenda précis et limité, engagement de comptes rendus et rapports d'étape], enfin en précisant les moyens utilisés pour atteindre les objectifs en recourant par exemple aux techniques éprouvées de démocratie participative associant des citoyens tirés au sort le long du processus de réflexion et de décision. Tout cela accompagnera une démarche de réhabilitation du travail des élus, en particulier lors des conseils municipaux où tous les concitoyens, électeurs ou non, doivent avoir la possibilité de s'exprimer, et pas simplement pour poser une question. Il y a bien à faire, bien à proposer, bien à envisager, en dehors des chemins mille fois battus par des professionnels qui ne parviennent à faire autre chose que nous ennuyer.

cycles et école

ON A TOUS EN MÉMOIRE les histoires autour du regroupement des cycles des écoles primaires de Wissembourg. Les parents d'élèves ont dû, l'année scolaire dernière, déminer une idée selon laquelle il y aurait à Wissembourg une école " plus " et une école " moins " du fait d'un recouvrement géographique qui ciblerait les publics. Cette sectorisation peut évidemment être remise en cause sans pour autant s'engager dans un regroupement des cycles qui séparerait les fratries et contraindrait à revenir sur des horaires uniques imposés il y a une trentaine d'années au nom d'une meilleure organisation !

Institués en 1989, les cycles répartissent l'instruction des enfants en apprentissages premiers [2 premières sections de maternelle], fondamentaux [grande section de maternelle + CP + CE1] et d'approfondissement [CE2 + CM1 + CM2]. Ils reposent sur un projet d'école.

Le regroupement proposé préfigurerait-il l'établissement public d'enseignement primaire [EPEP] qui ferait passer l'enseignement public local sous la coupe des élus ? Les EPEP, très prisés du député de la circonscription, sont présidés, avec voix prépondérante, par un représentant des collectivités territoriales qui y sont majoritaires. Les enseignants y sont dépendants des élus locaux, du fait de la création d'un conseil pédagogique composé de personnels choisis par la hiérarchie au lieu du conseil des maîtres, où tous sont présents.

Les parents d'élèves ont organisé une consultation générale, qui n'a pas eu l'heur de plaire à la mairie. Ils se sont néanmoins exprimés, à une large majorité, toutes écoles confondues, contre ce projet... qui va naturellement être remis sur le tapis lors d'un prochain conseil municipal ! Selon la technique bien éprouvée, n'envisage-t-on pas de nous consulter autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que, de guerre lasse, nous finissions par dire que nous sommes d'accord, dans notre intérêt comme de bien entendu ? Ne serait-il pas plus expédient de ne rien faire plutôt qu'au nom d'un bouleversement perpétuel qui serait synonyme de progrès de tout faire pour mécontenter le plus grand nombre ? Ajoutons pour être complet que tout cela se fait hors de tout vrai débat public, et ne parlons même pas de cette fameuse concertation convoquée dans tous les discours, et dont tout le monde se demande encore ce qu'elle recoupe !

- Point 0 :** Adoption du compte rendu du précédent conseil municipal.
- Point 1 :** Attribution du marché relatif à la construction d'une piste d'atterrissage pour les mouches du pays. (Ce marché sera cofinancé par le conseil général dans le cadre de la coopération transfrontalière et du rayonnement interculturel de la commune.) Un point sera fait quant à la politique transfrontalière menée par la municipalité depuis trois en raison de l'admiration qu'elle suscite.
- Point 2 :** Réflexion sur la couleur de la casquette du chef de la police municipale, qui détone avec le rouge pétant des bacs de géranium du centre-ville. Un point sera fait sur le succès en vue suite à l'obtention d'une fleur supplémentaire en rapport avec les efforts de felurissement de la ville.
- Point 3 :** Appel d'offres pour l'acquisition d'un lot de balais destinés à nettoyer les locaux de l'école de musique. Un point sera fait sur le succès d'une école de musique municipale qui fait l'admiration de tous.
- Point 4 :** Création d'un lieu d'écoute, de prise en charge psychologique et de solidarité pour les honnêtes citoyens gens dépourvus de téléphone portable à tout faire. Un rapport d'étape sera fait sur le projet en voie d'aboutissement de généralisation du WiFi en ville, manière de relier l'intégralité de foyers au grand ordinateur que la municipalité vient d'acquérir. ès d'une école de musique municipale qui fait l'admiration de tous.
- Point 5 :** demande de subvention de l'association « Wissembourg 2050 » en liaison avec une communication du bureau d'études FVPA [forces vives pour l'avenir] sur les formes de vie sur Pluton. Une communication sera faite sur l'état d'achèvement des études prospectives quant aux objectifs de développement validés lors des précédentes séances d'agitation neuronale.
- Point 6 :** Acquisition d'un terrain, pour avoir un sixième point à l'ordre du jour, parce qu'il y a toujours une bonne affaire immobilière à faire et qu'il est primordial de mettre un terme à la pénurie de logements à Wissembourg.
- Point 7 :** Acquisition d'un terrain, pour avoir un septième point à l'ordre du jour, parce qu'il y a toujours une bonne affaire immobilière à faire et qu'il est primordial de mettre un terme à la pénurie de logements à Wissembourg.
- Point 8 :** Acquisition d'un terrain, pour avoir un huitième point à l'ordre du jour, parce qu'il y a toujours une bonne affaire immobilière à faire et qu'il est primordial de mettre un terme à la pénurie de logements à Wissembourg.
- Point 9 :** Audit sur la gestion de la fluidification des flux des déjections canines le long de la route d'Altenstadt, sans oublier les rues de Weiler et de Wissembourg. Une communication sera faite par un bureau d'études dûment mandaté sur les répercussions sanitaires des flatulences de nos amis à quatre pattes.
- Point 10 :** Audit sur les derniers audits. Séance Powerpoint avec le soutien logistique du bureau d'études FVPA [forces vives pour l'avenir].
- Point 11 :** Appel aux forces vives de Wissembourg pour trouver un douzième point à mettre à l'ordre du jour. Un point sera fait sur le succès de l'implication des forces vives dans l'action municipale qui fait l'admiration de tous, et bien au-delà des limites étroites de la commune de Wissembourg.
- Point 13 :** Appel à candidatures pour garantir notre défaite aux prochaines élections municipales. Parce qu'il convient d'amplifier le mécanisme mis en route et que plus ça va moins nous avons de mains à serrer.



Carnavall'ickel

par **Zumpernickel**

11 novembre 2011 / 11:11

irrégulamaire exceptionnel wissembourgeois

“ à Groucho Marx et Pierre Desproges ”

fiereté



ARNAVALICKEL est fier de recueillir l'oracle municipal de ces dernières années. C'est une grande première, quasi historique, qui fera un collector de ce supplément.

Carnaval, la grande fiesta qui commence, l'humour débridé, la dérision à son comble, au diable les convenances, montrons-leur nos bonnes manières, et qu'ils se débrouillent !

Quelques pages pour ne se prendre ni au sérieux ni la tête, histoire de se lâcher, juste pour se moquer comme le fou en a un droit que l'on ne prend pas assez.

Alors allons-y avec les communiqués de victoire, le bonheur pour tous les Wissembourgeois, et l'extinction du paupérisme après 18heures !

Toutes choses où nous constatons l'exemplarité du succès d'une municipalité qui sait faire ce qu'elle dit et dire ce qu'elle fait, selon l'expression favorite de l'ancien président de la communauté de communes, lequel'un que l'on apprécie ici à sa juste valeur C'est donc à toutes ces réussites que la région entière nous envie que ces lignes vont être consacrées, histoire de rendre à chacun ce qui lui revient, si possible dans un grand éclat de rire.

Zumpernickel

sommaire

tout va bien	p.I
tout va très bien	p.II
tout va mieux	p.III
ça va s'améliorer	p.IV

Chers concitoyennes, chers concitoyens, c'est un grand plaisir pour moi de m'adresser à vous au travers d'une publication que j'aime particulièrement parce que c'est un vrai support d'information qui n'est pas au service de la promotion des élus ou du maire. Ma volonté est avant tout d'informer. Ce magazine, qui doit permettre aux uns et aux autres de s'exprimer, vous propose un courrier des lecteurs, en même temps qu'un blog consulté 300 à 400 fois par jour.



Nous n'arrêtons pas de travailler pour vous selon trois axes, solidarité, culture pour tous et développement durable. Quelques exemples : bandes cyclables, place des Fautes, parking à Weiler, relais culturel [maintenant rouvert après un an de travaux, des coûts serrés et une inauguration le 16 octobre 2010 dont chacun se rappelle], maison des solidarités organisée autour de l'épicerie sociale, zone artisanale allée des Peupliers, zone de rencontre rue Nationale et rue de la République, "chèques culture, sport et loisirs", projet scientifique du musée Westercamp, lotissement communal au Gumberlé et ZAC du Streinbaechel, jardins familiaux, adoption du PLU, travaux à la mairie, chantier d'insertion des remparts, ouverture d'un IMP, deuxième fleur au palmarès des villes fleuries...

Votre confiance nous honore et nous oblige à poursuivre le renouveau de notre cité. [suite page II]





nouvelles de la réussite municipale

[suite de la page 1]



Bien gérer notre ville, c'est vivre dans la proximité de ses habitants : permanence, réunions et présence pour le dialogue, la concertation et l'échange, façons d'enrichir la démocratie. Et évidemment, avec toute l'équipe municipale impliquée au sein des commissions, je reste à votre disposition et à votre écoute et vous souhaite une vie paisible et heureuse.

J'ai bien enregistré les attentes et les espoirs que vous aviez placés dans la nouvelle équipe élue en 2008. Ce qui importe au maire, aux adjoints et à l'équipe qui les entoure, c'est que les décisions prises pour l'avenir de Wissembourg le sont (*sic*) en concertation avec les habitants. Rien ne se fera contre eux, tout se fait avec leur assentiment, dans leur intérêt. Nos engagements de campagne n'étaient pas de vaines promesses, tout ce qui a été promis a été tenu ou est en voie de l'être. Pour mettre un terme au lent déclin de Wissembourg, il faut redresser la barre, disions-nous. Les trois ans qui nous séparent de la prochaine échéance ne seront pas de trop pour y arriver. Et le courage ne manque pas. Le combat pour la défense de l'hôpital en est une preuve d'acuité. La ville a changé, le quotidien de ses habitants s'est amélioré et s'améliorera encore, les jeunes Wissembourgeois pourront bientôt habiter la ville de leurs parents, les nouveaux arrivants pourront s'y loger.



En toute confiance, votre maire.

P.S. : cela est extrait des six derniers numéros de la publication municipale ; quelques adaptations ont été nécessaires pour la mise en forme.



Tout va bien, tout va mieux, et ça va encore s'améliorer. Où que l'on porte le re-

N

OUS NE VOYONS plus le temps passer tant nous sommes sollicités par une municipalité dont nous n'aurions jamais osé rêver. Les sujets de satisfaction sont innombrables, tellement que l'on peine à les énumérer tous et que six livraisons de *L'Actualité de Wissembourg, Altenstadt et Weiler* n'y suffiraient pas.

Quelques exemples ?

■ **La sécurité des Wissembourgeois ?** Faisant suite à vos interpellations dont nous tenons le plus grand compte, nous avons sous le coude le nouveau guide anti-incivilités qui va remettre tous ceux qui nous dérangent sur le bon, le vrai, l'authentique chemin des bonnes manières. Et grâce au renforcement de notre équipe de policiers municipaux, ça va encore s'améliorer !

■ **Le bien-être des familles ?** C'est l'un des axes majeurs de notre politique et des nombreux engagements que nous avons pris il y a trois ans et demi quand nous disions que nous ne ferions pas de promesses. C'est la raison pour laquelle nous allons poursuivre notre prise en charge culturelle, au relais culturel, euh, pardon, à "*La Neß-S'Narrenschiiff*" pour élever encore le niveau de culture du Peuple.

■ **L'amélioration de la qualité d'un service public au service du public ?** Ne constatez-vous pas qu'elle ne cesse de se perfectionner au fil des mois, grâce au recours systématique des techniques de l'information et de la communication que nous maîtrisons mieux que d'autres, améliorant l'efficacité, euh, pardon, l'efficacité et la rentabilité d'une administration municipale en perpétuelle mutation et néanmoins toujours perfectible ; cette communication objective nouvelle [**C.O.N.**] que nous avons instituée dans les services municipaux est en train de s'étendre

gard, ce ne sont que réussites, embrassades, sourires et encouragements. La bonne humeur est à l'ordre du jour, le soleil de l'intelligence respire au fronton de la mairie rénovée.

à toute la commune. Ce n'est pas la moindre de nos réussites, nous pouvons l'affirmer en tout orgueil et en toute modeste.

■ **Les projets communaux d'habitat et d'urbanisme commercial ?** Ils sont sur le point d'éclorer "*dans notre intérêt*" et vont résolument chan-

ger la vie de la ville, dans ce grand mouvement perpétuel que nous nous félicitons d'avoir mis en route pour nous emmener tous vers ces paradis où l'on peut enfin acheter et vendre, vendre et acheter, et acheter ou vendre encore ; c'est la raison de notre opiniâtreté [**nous ne lâcherons rien !**] dans une affaire du Steinbaechel qui sera la plus grande, la plus belle, la plus généreuse réalisation urbaine de ces cinquante dernières années grâce à la synergie des intelligences autour d'un bureau d'études, ACEF, qui ne propose rien de moins que d'"*écrire les territoires*" et de "*dessiner la chose publique*". N'est-ce pas à de telles formules que l'on reconnaît le génie ? Et que dire de cette "*équipe pluridisciplinaire de quatre personnes qui, depuis dix ans, choisit une approche systémique des problématiques et une approche sensible du terrain tout en étant motivée par l'indépendance vis-à-vis de la maîtrise d'œuvre et des opérateurs privés*" ?

■ **Les implantations industrielles ?** Elles ne cessent de fleurir dans une zone créée en 2006, où l'activité est fébrile et la richesse produite prodigieuse comme chacun doit le constater ; c'est la raison de ce grand plan quinquennal en voie de finalisation sur les alternatives aux opportunités que nous mettrons à la disposition de l'expertise des "*think tanks*" qui managent le mouvement qui inspire toute notre action, qui puise aux meilleures sources d'un volontarisme maîtrisé et durable au service de l'intérêt général. Et comme vous le savez en le lisant de-

puis 2007, notre partenaire, le Conseil général du Bas-Rhin va, incessamment, y installer sa plateforme technique de gestion routière : n'est-ce pas là une preuve supplémentaire de la pertinence de votre choix quand vous nous avez élus en mars 2008 ?

■ **La proximité citoyenne ?** C'est l'un des multiples axes majeurs prioritaires de notre action depuis mars 2008 ; ainsi avons-nous renouvelé de fond en comble ces réunions de quartier qui sont l'un des maillons essentiels de notre prise de pouls de vos attentes et de vos désirs : finis les interminables monologues, et place à la parole libre et non faussée dans un véritable échange horizontal fructueux et décontracté !

■ **La vie politique ?** Mais nous ne faisons pas de politique ! Nous sommes des gestionnaires, nous revendiquons cette grande qualité qui ringardise définitivement ces vieilles lunes selon lesquelles il y aurait une droite et une gauche. Nous refusons ces clivages archaïques au nom du pragmatisme qui nous amène, en toute quiétude à nous entendre avec le renard libre dans le poulailler libre, et c'est très très bien comme ça !

Nous savons que nous avons toutes les cartes en main, tous les atouts, et même le secret de la pierre philosophale qui nous permet d'envisager avec sérénité [c'est notre qualité première] les prochaines échéances électorales, assurés du soutien d'une équipe unie et unanime autour d'une personnalité hors du commun, forts et fiers du soutien de tous les Wissembourgeois qui doivent bien admettre que nous sommes les meilleurs.

Terminons par ce bel aphorisme de Georges Courteline que nous vous invitons à méditer : " Passer pour un idiot aux yeux d'un imbécile est une volupté de fin gourmet. "



Actualité wissembourgeoise – 3

Continuons la balade au gré des ordres du jour d'un conseil municipal qui n'a jamais été un lieu de réel débat, à moins de confon-

dre invectives, petites phrases, déclarations pseudo-solennelles et allusions avec les règles communes de la conversation.

C E QU'IL EST CONVENU d'appeler l'urbanisme occupe une part prépondérante dans l'activité de la mairie qui doit confondre l'administration communale avec une agence immobilière. Et que je te déplace tel service ici pour faire de la place là, et que je t'échange tel bâtiment ailleurs pour une implantation autre part. De ce point de vue, l'évolution des anciens terrains Gummi-Mayer est éclairante. Évidemment qu'il fallait en finir avec ces verrues plus ou moins squattées qui encombraient le paysage local ! Bien entendu qu'il était urgent de se débarrasser d'un ensemble à l'abandon ! On a donc entamé ce que l'on appelle une requalification du quartier selon plusieurs axes : construction d'une résidence pour han-

dicapés, démolition des friches industrielles, vente d'un terrain de 22 ares à l'Église évangélique pour 380 000 euros [soit 15 000 euros l'are], et... vente à un particulier de la maison, à rénover intégralement, sur un terrain de 6 ares pour ... 15 000 euros [soit 2 500 euros l'are], "après consultation publique" [voir encart] ! Convenons que pour ce prix, l'acheteur n'a pas fait une trop mauvaise affaire, même après large consultation du public comme doit vouloir le laisser entendre la formulation de la note de synthèse envoyée aux conseillers municipaux ! D'ailleurs, l'ouvrage n'en est qu'à ses balbutiements, puisqu'un "aménageur" [autrefois, on parlait plus simplement de promoteur immobilier, et même, pour les plus malveillants, de spéculateur immobilier, ce qui avait le mérite de la franchise] va être désigné pour faire son affaire à une parcelle de 36 ares soumise à un cahier des charges que Pumpernickel s'autorise à qualifier de "draconien" en référence à celui qui aurait été imposé lors de la vente, qui respectait scrupuleusement la forme, de l'ancien bâtiment du lycée. On a vu ce que cela pouvait donner.

sitions "à l'amiable" se poursuivent, au prix fort la plupart du temps, c'est-à-dire que ceux qui ne sont pas d'accord paient plusieurs fois :

- pour l'achat au propriétaire,
- pour la viabilisation du terrain,
- pour les honoraires de l'avocat qui s'y colle dans les recours engagés,
- et pourquoi pas lorsqu'il faudra répondre d'insolence à la suite d'une plainte de la municipalité. Elle n'est pas belle, la vie ?

La même situation prévaut au Gumberlé, qui était, lui, un lotissement municipal mais dont la réalisation va être confiée à un "aménageur" si l'on s'en tient à ce qui a été dit lors d'un conseil municipal de fin novembre de portée naturellement historique.

Si l'on comprend bien, on revient à *statu quo ante*, quand, du temps des autres, il fallait supporter des décisions d'affectations de terrains à tel ou tel en fonction de critères fluctuants pour le plus grand intérêt de ces pauvres "aménageurs" que nous devrions sans doute plaindre tous les jours. Et tout ça parce qu'il faudrait doubler ce cap obligé des 10 000 habitants qui serait celui du salut de Wissembourg. Tout cela serait grotesque si ce n'était tragique. Car dans le même temps, le tissu commercial se délite au bénéfice de "cellules" dans quelque hangar excentré vendues ou louées par une sorte de fermier général local à qui la mairie a délégué ses prérogatives, rien n'arrive en matière de réelles économies d'énergie à l'échelle de la commune, rien sur les transports, c'est une gestion à courte vue et à la petite semaine qui nous est proposée, aux antipodes de ce qui avait été esquissé lors d'une compétition électorale dont les vainqueurs n'ont toujours pas compris la dimension.

À propos d'une vente

Qui penserait que la forme n'a pas été respectée dans la vente de la maison des terrains Gummi Mayer ? Surtout pas Pumpernickel à l'esprit duquel l'idée ne viendrait même pas, que l'on se rassure. Cela dit, aurait-on pu imaginer une vente aux enchères, genre vente à la bougie, sur le modèle de ce qui se pratique aux hospices de Beaune. Ainsi aurait-on levé les hypothèques, ainsi en aurait-on fini avec les hypothèses, ainsi se serait-on débarrassé des éventuels malentendus. Que cette maison soit intégralement à refaire est incontestable, comme le fait qu'elle se trouve située sur un terrain de 6 ares et que les opérations menées par la puissance publique ne font que valoriser ce bien acquis pour une somme qui reste malgré tout symbolique.

Wissembourg ou Wissopoly

Les amis du Steinbaechel ne se sont pas trompés quand ils ont présenté la "politique" d'achat et de vente de la municipalité. Alors que les services publics administratifs quittent la commune les uns après les autres [tribunal évidemment, mais aussi ONF, CIO, services départementaux d'entretien des routes, la sous-préfecture fermée de fait, sans oublier l'hôpital en sursis, la recette-perception où l'on ne peut plus aller payer ses impôts locaux, euh pardon, les produits locaux, et pourquoi le centre des impôts, et à qui le tour ?], et que les entreprises peinent à remplir une zone intercommunale d'activité [?] qui sert de pâture aux moutons depuis près de cinq ans, le seul objectif de la municipalité est de vendre et d'acheter, comme si c'était une fin en soi. Le prétexte invoqué d'interrompre le cycle infernal des fermetures de classes soutient la démarche contre toutes les évidences, usant des ficelles les plus usées pour donner un semblant de consistance à une approche décalée de la situation et des enjeux.

Que se passera-t-il lorsque le Steinbaechel aura été viabilisé comme on dit, que des familles se seront endettées pour y emménager dans la maison de leurs rêves et que les habitants de cet écoquartier à la sauce "ministère du développement durable" devront aller chercher leurs moyens de subsistance à des dizaines de kilomètres de Wissembourg ? On pourra toujours la ramener avec des transports doux et des économies d'énergie alors que tout aura été mis en place pour faire le contraire. Mais pendant que ces lignes sont écrites, les acqui-

c'est ben vrai, ça



écoquartier, ZAC : l'arnaque

Consultez le site du ministère du développement durable ! "L'écoquartier a pour objectif de proposer des logements pour tous dans un cadre de vie de qualité, tout en limitant son empreinte écologique." Et plus loin : "Il doit être issu de compromis entre tous les acteurs concernés, dont, le cas échéant, les futurs habitants, les riverains, les acteurs économiques..." Autrement dit, contrairement à la démarche coopérative utilisée là où ce sont des réussites, l'écoquartier à la française est imposé par des bureaux d'études qui savent mieux que nous comment faire notre bonheur. C'est d'ailleurs la démarche utilisée à Haguenau dans le quartier Thurot, où l'on s'apprête à rater ce que Fribourg a réussi dans le quartier Vauban [contextes équivalents].

Presse libre en danger : solidarité avec " À Cont

La liberté d'expression confiée à l'adjudant : Cela fait des années que cela dure. Des années que les éditeurs de petits journaux sont harcelés, dans le but – paraît-il – de faire baisser le coût de la distribution de la presse par la Poste. S'il est vrai que cet objectif est recherché, il y en a un autre, inavouable, qui est déjà en grande partie atteint : la destruction de la petite presse alternative et de

ACC EN BUTTE À UNE PIC !
La revue " À Contre Courant ", née en 1989, a fait de la résistance durant toute cette période, en s'appuyant à la fois sur une équipe de réalisation déterminée et sur des lecteurs suffisamment nombreux, fidèles et motivés. Il ne s'agit certes pas d'une réussite extraordinaire, puisque le nombre de nos abonnés ne change guère depuis des années : il s'ensuit un budget serré, qui nous contraint à consacrer beaucoup d'énergie et de temps militant à la réalisation de tâches pratiques (maquettage, impression, assemblage, gestion de fichier, routage, etc.) que nous n'avons pas les moyens d'externaliser. Malgré ces fragilités, nous tenons. Cette capacité de résistance d'ACC, aussi bien idéologique que pratique, a pu agacer, voire énerver. Et pas seulement nos adversaires politiques : on admet volontiers que le contenu de la revue n'est pas fait pour séduire ces cadres de la Poste qui voient rouge dès que le moindre obstacle surgit sur la voie libérale où ils entraînent « leur entreprise », de manière parfois frénétique, tout droit vers le nirvana de la privatisation. Même si, théoriquement, ils sont tenus de respecter un cadre strict, ce sont des responsables du centre de tri de Mulhouse qui définissent en partie les modalités d'envoi d'ACC. En fait, il ne faut plus dire «centre de tri», mais «PIC de Mulhouse», c'est à dire Plateforme Industrielle de Courrier. Un vocabulaire qui en dit long sur cette «expérience pilote», et sur les intentions qui la motivent. Pour vous faire une idée du climat qui règne dans cet établissement, saisissez «PIC Mulhouse» dans un moteur de recherche. Sur le «forum des postiers» vous découvrirez alors des propos de salariés : «on va péter les plombs à la PIC Mulhouse».

L'adjudant sévit

Le rythme des tracasseries imaginées à notre encontre par la PIC Mulhouse s'est accéléré ces derniers temps. Par exemple : en contradiction avec le principe de base, édicté par la Poste, qui veut que le nombre de manipulations pour acheminer les exemplaires d'une revue soit le plus réduit possible, on a voulu, il y a quelques mois, nous contraindre à doubler le nombre de liasses confectionnées par destination commune, et ce, au prétexte d'une sombre histoire d'exemplaires de poids différents. Placés devant une impossibilité matérielle, nous avons été amenés à remplacer les encarts par un « point rouge » pour signaler la fin d'un abonnement ou d'une prospection. Cela a entraîné une

chute du nombre des nouveaux abonnés. Mais, cet été, on a enregistré, au contraire, de nombreux nouveaux abonnés (merci à eux !), suite à l'envoi d'un fac-similé où nous avons pu insérer un encart. En août et septembre, nous avons effectué quotidiennement à ces nouveaux abonnés des envois complémentaires, composés de numéros parus ces derniers mois, procédé que nous utilisons depuis un quart de siècle. C'est devenu subitement insupportable pour quelques responsables de la PIC Mulhouse qui sont allés jusqu'à refuser de distribuer ces envois complémentaires au prétexte, cette fois, que le même envoi ne peut pas contenir des numéros différents !

Solution proposée, suite à nos protestations : envoyer les numéros un à un, au même destinataire, en accompagnant chaque exemplaire envoyé d'un bordereau 1289A, dûment rempli. Le tout à déposer à la PIC, éloignée de plusieurs kilomètres du bureau où se faisait jusqu'ici le dépôt de ces envois complémentaires.

C'est du niveau de l'adjudant qui ordonne que la corvée de chiottes soit effectuée à la brosse à dents. Ces coups répétés, portés sans finesse et même dans l'illegalité, présentent au moins l'avantage de faire apparaître un des objectifs inavouable et liberticide recherché : faire disparaître ACC. On peut supposer qu'une partie de la hiérarchie – celle qui se réjouit discrètement de ces atteintes à la liberté d'expression – préférerait des procédés moins voyants. Mais elle couvre systématiquement cette activisme de cadres locaux qui, même partiellement aveugles, restent irremplaçables dans l'exécution de basses besognes. Qu'à ces procédés grossiers s'ajoutent de graves dysfonctionnements de distribution n'émeut guère ceux pour qui la notion de service public postal n'est plus qu'un archaïsme. Ils nous conseillent invariablement de déposer des réclamations. Pour qu'on s'y résigne, il faudrait au moins qu'on nourrisse l'espoir qu'à leur lecture l'adjudant finisse par devenir plus subtil.

Nouvelle délicatesse

Une des contraintes les plus lourdes imposée ces dernières années et qui a provoqué la disparition de très nombreuses revues, a consisté à exiger l'impression à la fin de chaque adresse d'un numéro à quatre chiffres qui renvoie au secteur de distribution de votre facteur, numéro qui peut changer d'un mois à l'autre. Ce numéro faciliterait la distribution, comme naguère l'instauration du code postal. Mais aujourd'hui, on nous demande d'acheter



les numéros de secteur de distribution à la filiale privatisée Médiapost qui les vend sous forme d'abonnement annuel. Énorme base de données électronique difficile à utiliser, à moins d'en confier la tâche à une société de routage privée, hors de prix pour ACC. Deux membres de l'équipe d'ACC se sont imposés plusieurs mois de travail étalés sur deux ans pour surmonter l'obstacle. Maintenant que c'est fait, la PIC Mulhouse et la hiérarchie postale exigent que nous

Adresses contact :

PICMULHOUSE
BP 10025 / 68097 MULHOUSE CEDEX 9
33 rue Donat Blumstein
68100 MULHOUSE
Tél. 03 89 64 52 78

Direction du courrier de l'Alsace
Direction Déploiement Industriel
Correspondant Presse
4 avenue de la liberté (!) CS 50026
67074 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 52 31 84

LA POSTE-Direction du Courrier
Direction Industrielle Presse (!)
2 bd Newton CHAMPS SUR MARNE
77453 MARNE-LA-VALLEE
Tél. 01 64 73 60 20

La Poste / Direction des Activités Presse
Responsable Marketing
Relations Clients (!)
CPD408 111 BOULEVARD BRUNE 75670
PARIS CEDEX 14 Tél. 01 55 44 09 78
Médiateur du groupe La Poste :
www.laposte.fr/mediateurdugroupe/
Toutes les réactions et tous les renseignements que vous pourriez récolter sont susceptibles de nous intéresser !

re Courant ", dans le collimateur des privatiseurs

l'espace de démocratie et de réflexion qu'elle préservait. Un espace qui, au départ, n'était pas si minuscule que cela, puisque ce sont des milliers de revues qui ont disparu depuis la mise en place progressive, à partir du début des années 90, de contraintes matérielles et financières de plus en plus lourdes.

mettons sous enveloppe ou film plastique tous les exemplaires expédiés à partir du 1^{er} janvier 2012. En plus d'être discriminatoire – à notre connaissance aucune autre revue qui utilise, comme nous, l'envoi sous bande, n'a reçu pareille injonction –, c'est aussi intenable pour des raisons matérielles et financières.

On se défendra, avec vous !

Mais au moins nous voilà prévenus : si-tôt les chiottes récurées, l'adjutant va y déposer une nouvelle délicatesse. Nous avons commencé à organiser notre défense. Nous aurons besoin de vous, lectrices et lecteurs. Pour souscrire un abonnement, si vous ne l'avez pas encore fait, et pour faire connaître ACC autour de vous. Et pour exiger, avec d'autres revues comme la nôtre, que le cahier des charges de la Poste redevienne ce qu'il était en matière de distribution de la presse libre non publicitaire.

Nous envisageons d'utiliser Internet pour informer et mobiliser celles et ceux qui voudront bien visiter notre site www.acontrecourant.org, où vous pouvez aussi trouvez en archives plusieurs dizaines d'anciens numéros, un fac-similé pour diffusion/prospection et où vous pouvez télécharger et imprimer des bulletins d'abonnement, voire vous (ré)abonner en ligne par paiement Paypal.

La presse distribuée par la Poste : comment ça marche ?

Après la Libération, en s'inspirant du programme du CNR, le législateur a chargé la Poste de distribuer la presse à un tarif nettement inférieur au coût réel de la distribution. L'octroi de ce tarif préférentiel dépend d'une commission, la CPPAP, qui, sur la base de plusieurs critères, décide, ou pas, de donner son agrément à la revue qui le demande. L'inscription d'ACC à la CPPAP est renouvelée depuis vingt-deux ans. Quand la Poste est devenue une entité autonome en voie de privatisation, l'État devait – en application des règles libérales – lui rembourser les pertes subies du fait de la distribution de la presse CPPAP. En réalité, ces pertes, estimées à plusieurs centaines de millions d'euros par an, restent pour l'essentiel à la charge de la Poste. Tandis que l'État, actionnaire, touche des dividendes ! Dans l'affaire, les responsables politiques et ceux de la Poste embrouillent tout, y compris les chiffres, et jouent une mauvaise comédie pour

DE QUOI La Poste est-elle le nom, ou de l'art de l'étranglement de la presse, et par voie de conséquence, de la liberté d'expression, qui comme *Le Canard enchaîné* ne cesse de le rappeler depuis presque un siècle, " *ne s'use que si l'on ne s'en sert pas* " !

Acquis fragile, sans cesse menacé, en particulier pas les " libéralistes " [voir note], la faculté de dire, d'écrire, de contester, de discuter, voire d'acquiescer, en toute liberté ne se mesure pas. Elle ne doit pas se heurter à des obstacles matériels et financiers sans cesse plus nombreux qui mettent en péril les petits journaux de la presse libre, dont " À Contre Courant " est l'un des exemples. Ces contraintes de routage et le coût qui leur est imposé ont déjà asphyxié financièrement des centaines de revues ces dernières années. L'espace démocratique qu'elles préserv(ai)ent s'est réduit comme peau de chagrin.

C'est la raison de cette double page qui reprend les articles de cette publication amie qui fait de la réflexion, de l'éducation et de l'information le moyen de faire avancer la société pour la débarrasser des réflexes de cupidité et d'égoïsme que les dominants veulent nous imposer. Ne parvenant à venir à bout des ardeurs de la dizaine de militants de l'équipe de rédaction, les " services " n'hésitent pas à édicter de nouvelles règles

faire accepter les mauvais coups qu'ils portent au service public et aux petits éditeurs, qui, eux, paient de plus en plus cher et ne profitent pas des progrès de l'automatisation du tri. Au contraire : ils supportent une partie grandissante du travail de tri à travers la préparation de l'envoi, appelé routage. Et c'est un sacré boulot quand on ne peut pas faire appel à une entreprise spécialisée !... Mais le principe du tarif postal préférentiel est bon : il oblige l'autorité publique à payer sur un critère qui lui échappe, à savoir le nombre d'abonnés de la revue. Ce qui est l'exact contraire des subventions accordées par copinage. On comprend dès lors que la plupart des responsables politiques cherchent à le faire disparaître. Son maintien est important pour toutes les revues qui contestent l'ordre dominant et pour la circulation des idées en général où une Poste redevue service public jouerait à nouveau un rôle décisif.

jusqu'à l'absurde. Viendra ensuite, le cas échéant, le temps du procès, car ce que l'on n'a pas pu obtenir en tracasseries et tourments de toutes sortes, on se fait fort de l'obtenir en faisant donner l'administration judiciaire.

Ne rien dire, c'est se résigner et donner raison à eux qui rêvent à des journaux directement écrits dans les bureaux des conseillers de la présidence de la République, dont nous venons d'apprendre qu'ils profitaient de l'immunité judiciaire ! Et ça, nous n'en voulons pas ! Pas plus d'ailleurs que de la disparition des versions papiers des publications au nom d'on ne sait quelle vision d'un modernisme de mauvais aloi.

Le mauvais coup porté à " À Contre Courant " s'inscrit dans le contexte de "libéralisation/privatisation" mis en œuvre depuis plus de vingt ans. La phase finale de ce processus est décrite en détail dans le "Protocole d'accord État - Presse - La Poste" du 23 juillet 2008 consultable sur l'Internet. Ces mauvaises manières auront des conséquences désastreuses sur le personnel, l'automatisation entraînant des suppressions d'emplois.

Note : parler de " libéraux " est impropre. Ce terme renvoie à l'acceptation du XIX^{ème} siècle et désigne par exemple l'opposition à l'autocratie de Napoléon III. Les personnages actuels, vendus à l'argent, sont d'abord des réactionnaires, adeptes de la contre-réforme, tout sauf des libéraux. S'appropriant des idées qui ne leur appartiennent pas, usurpateurs ou faussaires, ils sont, au mieux, des libéralistes, comme en Italie où l'on parle de " libéristes ".



Actualité régionale

À l'ordre du jour en mai dernier, la nouvelle tarte à la crème du conseil unique alsacien refait surface. Amusons-nous !

C DEVRA ÊTRE le grand œuvre de l'enfant de Wimmenau, devenu, à son émerveillement, le ministre alsacien de M'sieur l'président d'la République. Rendez-vous compte, parti de son village, le voilà responsable, devant la France entière, d'un projet que l'on sait mort-né, et en tout cas désavoué par les grands électeurs lors des élections sénatoriales, celui des conseillers territoriaux. Depuis le changement de majorité, l'affaire est mal engagée par des velléitaires qui croient, paradoxalement, à la réalité de leurs rêves. Le Boulanger [qui roule tout le monde dans la farine, pardon aux boulangers] avait pourtant bien réussi son coup, en mai dernier : séance consensuelle à la région, avec tous les élus qui se relaient pour y aller de leur surenchère. Manque de chance, le Haut-Rhin a fait de la résistance et il a fallu une séance historique pour qu'un armistice soit signé, avec un montage façon Bruxelles-Strasbourg [on appelle ça une organisation multipolaire !] qui se précise avec plusieurs lieux de réunions et ... deux conseils territoriaux, reproduisant les conseils généraux. On a vu la suite début décembre, c'est la cacophonie !

Tout ça pour ça ! Et qui a l'air fin ?

D'abord les élus de l'opposition de gauche ou écologistes, essentiellement strasbourgeois, qui y sont allés de leur dithyrambe et de leurs effets de tribune, et qui s'aperçoivent maintenant de l'ampleur des dégâts à la suite d'un engagement qu'ils ont eu la maladresse de prendre avec un roué.

Ensuite les Alsaciens qui, après avoir payé plus que les autres pour ne même pas avoir de TGV, se voient embarquer dans les combinaisons de celui qui mettra en place les nouvelles baronnies qui ne manqueront pas de se substituer aux féodalités existantes.

Enfin, la société civile régionale qui n'a ménagé ni son temps ni son énergie pour faire signer force pétitions pour réclamer, en pures

perte et inutilité, un referendum régional réglementairement obligatoire et politiquement instrumentalisé.

N'est-il pas édifiant que parmi les « raisons » [n'est-il pas plus juste de parler de prétextes] données pour tenter de nous convaincre de quelque chose en quoi l'actuel président de la région et ministre des collectivités territoriales ne croit plus lui-même, il n'est jamais question de bonheur ou de joie de vivre ? À ces concepts simples, le Boulanger préfère l'efficacité, la rapidité, la proximité, et que sais-je encore, autant de termes passe-partout et par conséquent vides de sens qui participent de l'entreprise générale tant de mise sous tutelle que d'élévation du niveau général d'ignorance.

Pour l'anecdote, peut-on rappeler le précédent corse ? Au départ, un département, le numéro 20, pour environ 200 000 habitants, que l'on a cru bon de diviser en deux départements, pour les coiffer ensuite d'une assemblée régionale élue selon un système particulier, pour arriver enfin, si les projets gouvernementaux se concrétisaient, ... à un conseil unique de Corse qui n'en ferait pas plus que le département de départ !

On peut aussi se poser la question classique du policier de base : à qui profite le crime ? Il suffit de faire la liste de tous ceux qui n'en finissent pas de s'ébaudir à l'idée qu'un jour l'Alsace sera dotée d'un président et d'un gouvernement, dont les attributions en sont encore aux conjectures, on devrait même plus parler de plans hypothétiques tirés sur d'inaccessibles comètes : la presse écrite régionale d'abord [mais cela n'étonnera personne], la chambre des corporations régionales [on parle du conseil économique, social et de l'environnement, mais qui s'en étonnerait ?], la frange régionaliste réformiste [qui pense pouvoir sauver ce qui reste de cinquante ans de destruction systématique du patrimoine culturel par les amis politiques du Boulanger] ou encore des f(r)actions de l'aile la plus détestable de l'extrême droite régionale [qui ne manque jamais, à la tribune du conseil régional, de faire entendre sa musique " *identitariste* "]. On aurait pu imaginer meilleur compagnonnage !

Étienne Schmitt, reparlons-en !

Sept numéros durant, d'octobre 2006 à février 2008, Pumpernickel a rendu comte de ce qui est d'abord une injustice. L'action continue en faveur d'Étienne, qui ne baisse pas les bras en dépit des difficultés.

R APPEL DES FAITS : Embauché en 1988 comme maître-nageur par la mairie de Saverne, et cumulant cette charge avec celle de responsable du service municipal des sports, Étienne Schmitt voit soudain une administration municipale ne plus honorer les engagements verbaux qu'elle a pris. Il poursuit sa carrière deux ans dans une situation qui paraît stable. Une décision de révocation, contestée de sa part, est prise à son encontre le 25 mai 2000. Elle survient après une rafale de rumeurs malveillantes et de pressions morales sur lui et sur sa famille, puis un internement. Les détails de ces années terribles figurent dans le dossier de 172 pièces examinées par le tribunal administratif lors d'une requête en annulation en novembre 2006. Rappelons par respect de la vérité que lors de l'audience, le commissaire du gouvernement a pris la parole pour d'une part débouter la mairie de Saverne de sa demande et d'autre part prendre l'exact contre-pied des arguments d'Étienne, le taxant de naïf [la naïveté n'est-elle pas la pureté de l'âme ?], rappelant les blâmes et avertissements sans mentionner les [bonnes] notes administratives qui lui avaient été données [mais on ne peut penser à tout] puis, excipant d'un examen attentif de son dossier, marteler qu'Étienne n'apportait pas la preuve de la réalité des faits dont

il s'estime victime. À l'issue de cette pénible séance, on a annoncé à Étienne qu'il pouvait aller en appel à Nancy puisque le TA de Strasbourg ne se rendait pas à ses arguments. Chose curieuse, Nancy a suivi Strasbourg.

Des soutiens et des silences !

Ne restant pas les bras ballants, Étienne a trouvé quelques soutiens, en particulier ceux de Messieurs J. Hennin, député européen, et R. Ries, sénateur du Bas-Rhin [qui s'est adressé au secrétaire d'État chargé de la Fonction publique, Monsieur A. Santini, ce qui n'était sans doute pas la meilleure des postures], en plus de Monsieur J. Lasalle, député des Pyrénées-Atlantiques [qui a choisi de se tourner vers Monsieur É. Woerth, ce qui n'était sans doute pas la meilleure des postures]. Le silence de la presse est assourdissant, s'agissant de la PLR en général, et de son édition savernoise en particulier. Il faut compter sur *Le Républicain lorrain* ou sur *L'Alsace* pour relater les navrantes péripéties de la saga d'Étienne. On interprétera à sa guise le comportement de ces journalistes, authentiques spécialistes en « *incantologie* » déontologique.

Actuellement, Étienne repart au combat, ne se laissant ni abattre ni impressionner par ces coteries dérisoires mais ô combien malfaisantes qui ne supportent rien et prétendent nous réduire au silence. Des contacts fructueux ont déjà été noués laissant augurer d'un avenir enfin favorable à celui sur qui on s'acharne avec une constance qui n'honore pas ceux qui sont à l'origine de ses tourments.

Bonne lecture !

EN 1974, les Français découvrent un mot, une idée, un mouvement : l'**écologie**. Et cela par la grâce d'un homme de 70 ans connu des seuls milieux universitaires, **René Dumont**, agronome, auteur d'un petit livre publié douze ans auparavant, *L'Afrique noire est mal partie*. Il sera le premier candidat écologiste à la présidence de la République. Or, l'un de ceux qui avaient créé l'écologie politique à la fin des années 60 était mort le 15 février 1973.

Pierre Fournier est né le 12 mai 1937.

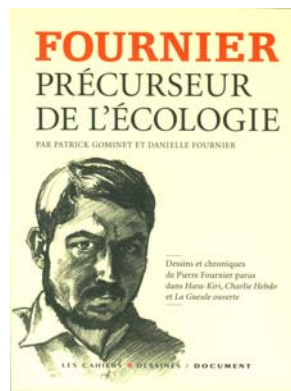
Doué pour le dessin, il réussit le concours de professeur de dessin de la ville de Paris à 22 ans, mais il n'exercera ce métier que quelques semaines, car sa vraie vie est ailleurs, même si, pour vivre, il travaille à la Caisse des Dépôts et Consignations. En 1962, il place quelques dessins dans *Hara-Kiri*, au *New Yorker*, et même dans *Minute* (comme Reiser à ses débuts !). Il fait rapidement sa place chez *Hara-Kiri*, tout en restant à l'écart de la ligne du journal. Parallèlement, il est de tous les combats de l'écologie naissante, en particulier contre les projets de construction de centrales nucléaires (en 1971 - 15 000 personnes le 10 juillet - contre la centrale de Bugey, dans l'Ain).

Prenant ses distances avec ses camarades de rédaction, il fait entrer dans les colonnes du *journal bête et méchant* ses préoccupations d'amour de la nature, de sa nostalgie de la vie à la campagne, de son désir révolutionnaire et novateur. Cela va provoquer la création d'un autre journal, avec le soutien du Professeur Choron, *La gueule ouverte* (le premier numéro, en novembre 1972, contient son «premier et dernier éditorial»). Fournier y trouve le moyen de donner toute sa mesure : critique forcée de l'option nucléaire française qui, selon lui, ne peut qu'engendrer une société centralisée de violence et de contrôle renforcé des citoyens, et pédagogie enthousiaste du savoir-vivre écologiste en transmettant la connaissance (construire son chauffe-eau solaire, faire son compost végétal, monter son micro-émetteur de radio libre).

Quarante ans après sa mort, les propos et les objectifs de Fournier restent étonnamment d'actualité, et s'il y a cinquante ans, l'Afrique noire semblait mal partie, il semble bien aujourd'hui que nous soyons près d'arriver au pire.

Fournier, précurseur de l'écologie,

par Patrick Gominet et Danielle Fournier, Les cahiers dessinés/documents. Collection dirigée par Frédéric Pajak. Paris 2011. 24,00 euros



Distinction

“ Le 18^{ème} prix de l'édition poétique a été décerné à **Béatrice Kad**, psychothérapeute et relaxologue de Strasbourg, dans les salons de l'hôtel de Vogüe [voir note] à Dijon sous la présidence de Stéphane Blanchard, président de l'association Les Poètes de l'amitié, poètes sans frontières. ” [LE BIEN PUBLIC, 2 décembre 2011]

Cette reconnaissance du talent de Béatrice n'étonnera pas les lecteurs de Pumpnickel qui ont déjà eu le privilège de goûter certains de ses poèmes qu'elle avait eu la générosité de leur offrir.

“ ...C'est parce que nous sommes écœurés par certains prix truqués que nous avons décidé de fonder un prix de poésie annuel sans complaisance ni compromission. ... ”

Yolaine et Stéphane Blanchard.

Ce prix, décerné à un seul lauréat, récompense l'originalité, la qualité et la force des mots. Cinquante des cinq cents exemplaires sont vendus au profit d'une œuvre humanitaire ou sociale.

Parfois les mots perdent la raison

Se bousculent au milieu de la nuit

Que se lève à nouveau le soleil du sang
Dans l'espace ouvert à la seule *force des choses*

La seule force des choses qui de tes mains
Sanctifie mes hanches
Et consacre tes reins de ma bouche.

Note : achevé en 1614, l'hôtel de Vogüe est l'un des plus précieux hôtels entre cour et jardin bâtis au XVII^e siècle en France qui marie une architecture classique et mesurée au raffinement décoratif de la Renaissance italienne [source : site électronique de la ville de Dijon]



On pourra, si on le souhaite, se plonger dans le livre de Fabrice Arfi et Fabrice Lhomme² qui tente d'enquêter sur l'attentat de Karachi (8 mai 2002) à l'occasion duquel quinze personnes, dont onze employés de la DCN (Direction des constructions navales), ont été assassinées. Services secrets et spéciaux, États commanditaires, exécuteurs des basses besognes, valises de billets, ministres et hauts fonctionnaires, intermédiaires douteux, paradis fiscaux, fraude fiscale à grande échelle, tout se mêle et s'entrecroise pour broser le paysage d'un monde obscur, violent, injuste, au service d'intérêts honteux et inavouables. Une sorte de roman policier « pour de vrai » qui peut, selon l'humeur du jour, vous casser définitivement le moral ou vous laisser espérer un avenir meilleur.

[Quatrième de couverture] L'affaire dite de Karachi débute le 8 mai 2002 quand onze ingénieurs et techniciens français sont tués dans un attentat à la voiture piégée au Pakistan. Al-Qaïda [La Base] est immédiatement désignée comme responsable. La raison d'État s'empare du dossier et laisse les familles des victimes dans l'ignorance, jusqu'à ce qu'une enquête parallèle, la mission Nautilus, fasse tout voler en éclats, six ans plus tard. Une deuxième affaire s'est emboîtée dans la première. Le 21 septembre 1994, le gouvernement Balladur conclut à la hâte avec le Pakistan la vente de trois sous-marins fabriqués par la DCN. Nom du contrat : Agosta. Montant de l'opération : 825 millions d'euros. Au cœur de l'intrigue, deux personnages : Asif Ali Zardari, Monsieur 10 % dans son pays et l'ancien ministre du Budget du gouvernement Balladur, qui a accédé, comme l'autre, à la fonction suprême dans son pays. Après plus de deux ans d'enquête, les auteurs livrent aujourd'hui de nombreux témoignages et documents inédits sur une incroyable affaire d'États, entre roman d'espionnage et polar politico-financier. Sauf qu'ici, tout est

vrai. Un ouvrage aux multiples révélations, glanées en France mais aussi en Suisse, au Luxembourg et au Pakistan, qui jette une lumière crue sur le business étatique des ventes d'armes et son corollaire, le financement occulte de la vie politique française.

Le contrat. Karachi, l'affaire que Sarkozy voudrait oublier, par Fabrice Arfi et Fabrice Lhomme. Les documents Stock. Paris 2010.

Vélo, beau vélo, n'est-ce pas toi le plus beau ?

Le vélo est un moyen des transports, de tous nos sens. C'est un ange, mécanique, aux deux petites ailes pédales. Ils savent faire de la pesanteur de notre corps le juste poids nécessaire pour créer un mouvement en équilibre magique, vers devant, vers plus loin, plus léger, entre marche et envol. Assis sur lui, complice et actif, on traverse en fluidité les villes, les villages, toutes les sortes de paysages ; on croise nos semblables ; on a le temps fur-



tif de capter leurs regards, leurs sourires, leurs préoccupations ; on perçoit des paroles de leurs conversations, qui s'enchaînent avec d'autres conversations, formant alors comme une longue phrase collective, sans fin, dans la rumeur chaotique des moteurs, se mêlant à celles des sirènes, des quatre vents, des ambulances, des oiseaux, dans une orchestration variant à l'infini, en nous racontant le monde où l'on circule. Un vélo est un siège roulant de méditation active, invitant tout autant à la grande vigilance du réel traversé que, dans le même temps, à la déambulation rêveuse de nos pensées. [...]

Nous avons donc tenté d'inventer un travelling subjectif, en avancée permanente, un film sans vraiment de début ni de fin, mêlant des lieux divers, des temps, des personnages d'époques différentes, du siècle des Lumières à aujourd'hui, sur un fond commun de réflexions, traversant les époques, dans une quête de pensées surgies au XVIII^{ème} siècle, éclairant toujours et encore notre modernité, et d'autres, émanant de philosophes contemporains, la pensée, n'ayant ni patrie, ni âge. Quant aux Lumières, d'où qu'elles viennent, soyez les bienve-

nues !

À l'image de la démocratie, qui n'est jamais définitivement acquise, mais reste toujours à protéger, activement.

En espérant que « **le Vélo des Lumières** », cette rêverie éveillée baroque, proposée à votre méditation personnelle, ait su trouver également l'acquiescement de vos jambes, je vous remercie chaleureusement d'avoir fait ce chemin pour venir le découvrir, et j'espère, avec mon équipe, pouvoir, en France et dans d'autres pays d'Europe, voire au-delà, sur d'autres thématiques de création, une scénographie, un film et un vélo chaque fois, totalement nouveaux, poursuivre cette aventure artistico-cyclopédique, centrée cependant toujours autour de la même idée : « Interroger le monde, en pédalant sur lui... », et dont ce que vous venez de découvrir est l'événement artistique, absolument fondateur pour, et au château de Lunéville.

Encore merci à vous !

Sylvain RESLING
Chapelle du Château de Lunéville

01 / 11 / 02 – 15 / 12 / 11

**Le musée Westercamp est fermé depuis
9 ans, 1 mois & 15 jours [3 333 jours] !
Changement de conservateur ?
Projet de musée nouveau [new look ?] ?
Mais, où en est-on , précisément ?**

“sport” automobile : le coup de grâce !

VENU de la presse.com, édition du 18/11/2011, qui titre “ **Deux ans de plus** ”. Il s'agissait de la satisfaction des caprices de celui qui ne dit même pas merci pour le 1,4 millions d'euros d'argent public qu'on lui offre, à lui qui ne paie même pas ses impôts chez nous ! Qui signe le chèque ? Région, départements, CUS et les villes de Colmar, Haguenau & Mulhouse ! La Fédération française de sport [?] automobile dicte ses volontés à l'instar d'une vulgaire agence de notation. Tout ça pour nous offrir le spectacle affligeant de quelque gladiateur provisoirement fortuné déboulant au-delà des limites de la raison sur quelque chemin de terre, au mépris des plus élémentaires règles de sécurité. Bel exemple !



Pumpernickel
est imprimé sur du papier
issu de la sylviculture
intelligente.
SW-COC-003488
SW-CW-003488
© 1996 Forest
Stewardship Council A.C.

Le saviez-vous ?

L'EUROCRATIE a organisé un concours pour fêter les dix ans du hold-up du millénaire : les gagnants sont, pour la conception, Monsieur H. Andexlinger [Autriche], et Monsieur R. Créton [France], pour le vote sur la pièce. Félicitations aux heureux impétrants, et malheur aux peuples victimes de la folie financière !

Il est intéressant de lire ce qu'écrit l'eurocratie pour vendre ses faux jetons de contrebande. Citons-la :

“ *Près de 35 000 personnes ont voté en ligne pour choisir, parmi cinq dessins présélectionnés par un jury professionnel, le gagnant d'un concours de dessin de la nouvelle pièce qui sera frappée en janvier prochain pour fêter les dix ans des pièces et billets en euros. La pièce de 2 euros sera émise par tous les états membres d'“Eurolande”.* ”

Le dessin gagnant symbolise la place acquise en dix ans par l'euro, acteur mondial à part entière, et l'importance de cette monnaie pour les citoyens (représentés dans le dessin par les personnages) ainsi que pour le commerce (le bateau), l'industrie (l'usine) et l'énergie (les éoliennes).

L'introduction de l'euro en 1999, monnaie unique partagée par dix-sept états membres de l'Union européenne, a marqué une étape décisive dans l'intégration européenne. Elle représente aussi l'un de ses succès majeurs : 330 millions de citoyens de l'UE l'utilisent désormais et profitent de ses avantages, qui se diffuseront encore plus largement à mesure que d'autres pays européens adopteront l'euro. ”

Il est à la fois stupéfiant et tragique de lire ce genre de propagande complètement en décalage avec la réalité. Plus de 16 millions de chômeurs en Eurolande [soit l'équivalent d'une population de 39 millions d'habitants !], des chefs d'État à la ramasse, deux pays gouvernés directement par Goldman-Sachs, l'envolée des prix des produits courants, la généralisation durable de la misère et de la précarité et des européistes qui se prennent pour les Européens. On comprend mieux qu'il faille fêter un tel désastre.

